

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 23 novembre 2023

Zoom sur : La signature d'un contrat entre GreenYellow et le Port de Barranquilla pour fournir 31 % de la consommation du port en énergie solaire.

GreenYellow et le Port de Barranquilla ont conclu un accord pour la mise en place de cinq installations de production d'énergie solaire, bénéficiant d'une allocation de 12,2 hectares pour leur déploiement. La capacité totale installée atteindra 2,047 MWp, générant ainsi 3 100 mégawattheures (MWh) par an. Ce projet vise à couvrir 31 % de la consommation totale d'énergie du Port de Barranquilla, l'un des plus importants du pays, contribuant ainsi à réduire les émissions de 15 289 tonnes d'équivalent CO2 dans l'atmosphère sur la durée du contrat. Rene Pucho, président du Port de Barranquilla, a souligné son engagement en déclarant :



« Nous poursuivons la trajectoire de transformation de notre terminal. Cette fois-ci, avec un projet qui renforcera notre soutenabilité environnementale, notre efficacité dans l'utilisation des ressources, et nous permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est un pas de plus vers un port de plus en plus efficient, soutenable et à la pointe de la technologie. »

Bolivie

La Banque Mondiale prête 125 M USD à l'Etat pour développer l'accès à l'électricité.

La Banque mondiale a approuvé un financement de 125 M USD pour appuyer la stratégie du gouvernement bolivien visant à étendre et à améliorer l'accès à l'électricité soutenable pour les ménages et les communautés rurales du pays. Grâce à cette nouvelle opération, plus de 140 000 personnes auront accès à l'électricité à des fins domestiques et productives via l'extension des réseaux, la construction de mini-réseaux et l'installation de systèmes d'énergie solaire individuels. **Franklin Molina, ministre des hydrocarbures et de l'énergie, a indiqué que l'objectif est de passer la couverture électrique en milieu rural de 84 % à 95 % en substituant des combustibles fossiles polluants - tels que le diesel ou le kérosène - par des sources renouvelables telles que l'énergie solaire ou éolienne.** Le projet a une portée nationale, mais sa mise en œuvre débutera dans les municipalités rurales de Beni, Pando, Potosí, Santa Cruz et Tarija

L'usine de carbonate de lithium entre en phase de production préliminaire.

Selon les informations fournies par l'entreprise publique en charge des Gisements de Lithium (YLB), l'usine de Colcha K, au sud du Salar de Uyuni, a déjà "allumé ses équipements" pour produire du lithium à titre d'essai afin d'identifier les éventuelles difficultés techniques et apporter les améliorations nécessaires pour assurer un fonctionnement optimal. Salvador Beltran, directeur de la recherche et des projets d'YLB, a déclaré que ce processus devrait être achevé dans les prochaines semaines afin de permettre le lancement de la production industrielle. **La construction de l'usine de carbonate de lithium a débuté en 2019, dans le but d'atteindre l'objectif de production de 15 000 tonnes par an.** Cependant, le projet a été développé lentement, puis bloqué, en raison de difficultés techniques identifiées dans la conception initiale. **Début novembre, la directrice d'YLB, Karla Calderon, a déclaré que l'usine commencerait à fonctionner à 20% de sa capacité. Elle a également indiqué que ce volume devrait augmenter progressivement pour atteindre 15 000 tonnes de carbonate de lithium par an lorsqu'elle atteindrait sa pleine capacité.**

Colombie

Réflexions sur la règle budgétaire : Petro préconise une révision en réponse à la contraction du PIB, tandis que les experts mettent en évidence les risques pour l'économie.

Avec une croissance du PIB établie à -0,3 % g.a. au T3 2023 et une baisse de l'investissement privé, Gustavo Petro a ouvert le débat sur le respect de la règle fiscale. Il a affirmé : *« Lorsque l'investissement privé diminue, l'investissement public doit augmenter. (...) Si nous réduisons les deux, nous exposons la Colombie à une catastrophe économique. C'est pourquoi la pensée néolibérale fondamentaliste, qui impose une stricte formule de cadre budgétaire, de règle budgétaire, violée par son créateur, ne doit pas être maintenue dans le pays. »*

Ainsi, le ministre des Finances, R. Bonilla, a réaffirmé jeudi :

« Dans sa conception actuelle, la règle budgétaire donne la priorité au remboursement de la dette publique plutôt qu'à l'investissement. Rembourser la dette publique ne stimule pas l'économie, contrairement à l'investissement. »

Les déclarations de Gustavo Petro et de Ricardo Bonilla, laissant la porte ouverte à un ajustement de la règle budgétaire en Colombie, ont été critiquées par plusieurs analystes qui soutiennent que la modification de la règle budgétaire enverrait des signaux d'incertitude et de méfiance, aggravant ainsi la baisse de l'investissement privé et limitant l'espace budgétaire pour l'investissement en raison des coûts supplémentaires de financement. **Ils rappellent que la règle budgétaire vise à contenir la croissance des dépenses publiques et à assurer la viabilité budgétaire à moyen et long terme.**

Petro annonce une possible alliance stratégique entre Ecopetrol et PDVSA.

Le 18 novembre dernier, le président Gustavo Petro a rencontré son homologue vénézuélien Nicolás Maduro pour discuter de questions liées à la migration, à l'environnement et à l'énergie. **Suite à cette rencontre, Petro a annoncé une possible alliance entre Ecopetrol**

et la compagnie vénézuélienne PDVSA. Il a déclaré :

« Il est très probable qu'Ecopetrol devienne partenaire de PDVSA dans l'exploitation de champs de gaz au Venezuela et de champs pétroliers, assurant ainsi, dans les deux sens, la fourniture d'électricité au Venezuela et de matières premières fossiles à la Colombie. »

La compagnie pétrolière Ecopetrol a réagi au projet du gouvernement visant à exploiter des champs de gaz et de pétrole au Venezuela aux côtés de PDVSA. Selon Ecopetrol, la levée des sanctions étatsuniennes pourtant sur l'industrie pétrolière vénézuélienne pour une durée de six mois facilite les négociations pour ce projet. **Ainsi, le 21 novembre, Ecopetrol a annoncé que son conseil d'administration avait été informé des transactions potentielles d'hydrocarbures avec PDVSA. Ces transactions se baseraient sur un contrat signé entre Ecopetrol et PDVSA en 2007 et valable jusqu'au 31 décembre 2027.** Ce contrat prévoit l'achat et le transport de gaz via le gazoduc binational Antonio Ricaurte.

Cependant, le rapprochement pourrait être freiné le 18 avril 2024 prochain, en cas de non-respect de l'accord entre les autorités vénézuéliennes et l'opposition, comme requis dans le cadre de la levée partielle (6 mois) des sanctions étatsuniennes sur le secteur pétrolier et gazier.

La perspective qu'Ecopetrol s'engage stratégiquement avec PDVSA a suscité des inquiétudes parmi les analystes et les figures politiques. Daniela Mercado, avocate spécialisée en régulation électrique et des hydrocarbures, a mis en avant les implications réputationnelles pouvant affecter Ecopetrol en raison de son association avec la société vénézuélienne: « Si Ecopetrol devient le nouveau partenaire de PDVSA, les conséquences commerciales avec d'autres pays seront catastrophiques, non seulement pour Ecopetrol mais aussi pour le pays. »

Elle a rappelé que, malgré la baisse des sanctions annoncée par les États-Unis, la société vénézuélienne demeure sur la liste OFAC, également connue sous le nom de "liste Clinton", répertoriant les entreprises accusées de participer au blanchiment d'argent.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+1,61 %	-10,20 %	1 135 pts
Change USD/COP	-0,76 %	-17,50 %	4 042
Change EUR/COP	-0,29 %	-12,96 %	4 422
Prix du baril colombien (USD)	+3,56 %	+0,07 %	86,73

Le Ministère des Transports a décrété la création de l'Institut National des Voies Régionales (Invir).

Le Ministère des Transports a décrété la création de l'Institut National des Voies Régionales (Invir), qui sera une entité rattachée au ministère. **Cet organisme vise à promouvoir la construction, l'amélioration et la préservation des voies régionales à l'échelle nationale, en collaboration avec les départements, les municipalités et d'autres entités officielles, semi-officielles et privées.**

Certains analystes critiquent le fait que l'Invir devra conclure, de manière directe et sans plafond financier, des contrats avec des communautés rurales, des conseils locaux, des organisations populaires, des unités d'économie populaire, ainsi que d'autres formes d'organisation sociale, des groupes et/ou des communautés ethniques. Cette disposition exclurait, selon eux, les professionnels et les entreprises d'ingénierie, notamment les micros et petites entreprises, de la possibilité de participer à la réalisation des projets de l'institut naissant.

Equateur

TotalEnergies et NEOEN signent les contrats de concession de projets d'énergies renouvelables.

Le Gouvernement équatorien a signé les contrats de concession de projets d'énergies renouvelables du « bloc 500 Mw » requérant des investissements privés de 700 M USD. Parmi les contrats signés, NEOEN a signé trois projets solaires de 60 Mw chacun (soit

180 M USD d'investissements) situés dans la province d'Imbabura. De son côté, TotalEnergies a signé son contrat de concession concernant le projet photovoltaïque Conolophus pour les Iles Galapagos (15 Mw de production et 41 Mw de stockage - 63 MUSD d'investissements). Ce projet comprend la construction et l'opération d'une centrale de génération d'énergie photovoltaïque, la transmission et l'intégration du système.

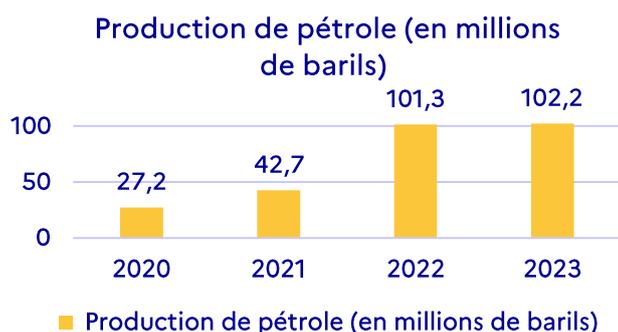
Le Président Noboa a pris ses fonctions et enverra des réformes «urgentes» à l'Assemblée Nationale.

Le Président Noboa a pris ses fonctions le 23 novembre dernier, dans un contexte budgétaire complexe avec des arriérés équivalents à 1,3 Md USD avec la sécurité sociale, les collectivités locales et des besoins de financement équivalents à plus de 2 Md USD d'ici la fin de l'année (salaires de la fonction publique). En ce sens, le Président a déclaré l'état d'urgence, qui lui permettra d'envoyer à la l'Assemblée Nationale une nouvelle réforme fiscale et une loi urgente visant à atténuer/solutionner la crise énergétique.

Guyana

Le Guyana enregistre une production pétrolière dépassant les 100 millions de barils sur les neuf premiers mois de 2023.

Entre janvier et septembre 2023, ExxonMobil a produit plus de 102 millions de barils de pétrole au large du Guyana. Ils sont produits par les deux navires flottants de production, de stockage et de déchargement (FPSO), *Liza Destiny* (près de 39 millions de barils, à raison de 142 000 bpj) et *Liza Unity* a (plus de 63 millions de barils, à raison de 233 000 bpj).



La mission commerciale de l'Union européenne est arrivée au Guyana dans le cadre de l'initiative Global Gateway.

L'initiative *Global Gateway* est une stratégie de l'Union européenne visant à investir dans des projets d'infrastructure et à établir des partenariats économiques. Elle vise à avoir un impact transformationnel dans les secteurs du numérique, du climat et de l'énergie, du transport, de la santé, de l'éducation et de la recherche. Ainsi, cette mission commerciale, compte la participation de 23 entreprises issues de dix États membres de l'UE, dont les Pays-Bas, le Danemark, l'Allemagne, la Norvège, la Suède, l'Espagne, la France, l'Irlande, la Finlande et l'Autriche.

Pour mémoire, entre janvier 2017 et septembre 2023, les échanges commerciaux totaux entre le Guyana et l'UE ont atteint 11 Mds USD, enregistrant une augmentation remarquable de 778 % entre 2021 et 2022, passant de 614 M USD à 5,4 Mds USD. Le Guyana affiche une croissance moyenne de plus de 43 % au cours des trois dernières années, dépassant largement la moyenne mondiale de 2,3 %.

En outre, la nouvelle Chambre de commerce de l'Union européenne au Guyana a été inaugurée lundi soir, offrant une opportunité unique de faciliter un commerce accru et de permettre un accès plus facile aux entreprises gyaniennes souhaitant explorer les marchés européens. Le gouvernement gyanien espère qu'elle apportera une nouvelle vague d'ententes commerciales de qualité entre le secteur privé et les entreprises européennes.

Suriname

La BID met à disposition un fonds de 340 M USD.

Le directeur général de la BID pour les Caraïbes, Anton Edmunds, a rencontré le Ministre des Finances du Suriname, Stanley Raghoebarsing, pour discuter des perspectives de collaboration future entre le Suriname et la banque de développement. Ils ont convenu de concentrer leurs efforts sur des projets liés à la politique fiscale, à l'éducation, aux infrastructures, à l'agriculture, à la santé publique, à l'environnement et à la culture. Ainsi, un fonds

de 340 M USD serait mis à disposition pour financer ces initiatives.

Au cours de la réunion qui a eu lieu mardi, des discussions ont également porté sur la situation socio-économique actuelle. Le directeur général s'est montré optimiste quant à l'évolution de la situation, soulignant que la banque maintiendrait son engagement de soutenir le Suriname.

Désignation de l'Ambassadeur du Suriname en France.

Le président du Suriname, Chan Santokhi, a nommé Ryan Nannan en tant qu'ambassadeur basé à Paris. Le Suriname entretient une coopération étroite avec la France dans divers domaines tels que la libre circulation des personnes et des biens, l'éducation, la culture, la santé, le commerce, l'économie et l'environnement.

Le Président Chan Santokhi prend part au sommet CARICOM - Arabie saoudite.

Le sommet s'est déroulé en Arabie saoudite du 16 au 18 novembre. Les relations entre l'Arabie saoudite et la CARICOM se sont renforcées au cours des deux dernières années, marquées par des visites de hauts représentants du gouvernement saoudien dans la région.

Ainsi, dans le cadre des accords récemment conclus entre le Suriname et l'Arabie Saoudite pour fournir un financement à faible taux d'intérêt pour la construction de logements et la réhabilitation des routes, une « mission de cadrage » viendra bientôt au Suriname, avec un plafond de 50 M USD en plus des prêts de 4 M USD déjà fournis pour l'éducation et le programme social.

Pérou

Le programme « Impulso Myperu » a accordé des crédits à hauteur de 1,3 Mds USD.

Alex Contreras, ministre de l'économie et des finances (MEF), a indiqué lors d'une conférence de presse que 1,3 Mds USD ont déjà été investis dans des crédits liés au programme Impulso Myperú. Il y a quelques jours, le gouvernement a annoncé l'extension de ce programme. En outre, il a ajouté que des projets ont déjà été attribués dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) et de prises de

participations pour un montant de 2,3 Md USD, un record pour les cinq dernières années. Cela représente 24 fois le montant attribué en 2022. Contreras a ajouté que des progrès continueront d'être réalisés pour atteindre les objectifs du gouvernement : stimuler la reprise économique et soutenir la croissance potentielle.

Le gouvernement espère signer des traités de libre échange en 2024 avec l'Inde, Hong Kong et la Thaïlande.

Juan Carlos Mathews, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme (Mincetur), a déclaré aujourd'hui que les réunions tenues lors du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) aux États-Unis ont permis de progresser dans les discussions et les engagements avec ces pays. Mathews a déclaré qu'avec la Thaïlande, le Pérou n'a qu'un accord commercial de portée limitée, l'objectif étant de conclure un traité de libre-échange avec un champ d'application beaucoup plus large d'ici 2024. Il a indiqué que les discussions ont repris avec l'Inde. Elles avaient été interrompues par la pandémie de Covid-19. Le Pérou aborde le quatrième cycle de négociations avec Hong Kong, et un calendrier est en cours d'élaboration pour conclure l'effort d'ici le second semestre 2024.

Venezuela

Conindustria : présentation du rapport économique du T3 2023.

Le président de Conindustria (la Confédération des industriels vénézuéliens), Luigi Pisella, a noté une amélioration de la situation industrielle au T3 2023. Ainsi, au T3, la production a connu une baisse de -0,1 % g.a. (vs. -13,2 % au S1 2023). Il a indiqué que la capacité utilisée reste de 35 % et que 45 % des produits consommés au Venezuela sont importés. Pisella a rappelé les facteurs impactant l'activité industrielle: la faible demande, la concurrence des produits importés, le manque de financement, les impôts excessifs, le contexte macroéconomique (inflation et dépréciation) et la contrebande. Ainsi, les industriels estiment que la croissance économique en 2024 pourrait atteindre 10 %, sous réserve de corrections des facteurs limitant la production locale.

Suite à l'assouplissement des sanctions, Chevron a commencé à fournir du carburant à PDVSA.

L'allègement des sanctions étatsuniennes et l'expansion des accords entre Chevron et PDVSA autorisent la société étatsunienne à fournir du naphta et des stocks de mélange d'essence à la compagnie vénézuélienne. Cela contribuera à réduire les pénuries de carburant dans les stations-service. **Le premier navire transportant 450 000 barils de naphta et de mélange d'essence est arrivé au Venezuela la semaine dernière, et un prochain est prévu pour la fin de cette semaine avec 240 000 barils de mélange d'essence.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr